

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1973)
Heft: 221

Artikel: La Bundeswehr à Canossa
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1027594>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

tous les aspects de la défense nationale. D'où ce puzzle d'interviews où se juxtaposent objection de conscience, armée de milice, problème d'autorité, démocratisation de la vie militaire, non-violence, problème d'armements et de doctrine. D'où ce débat final, réduit au minimum, où tous les sujets reviennent pêle-mêle, sans apporter de clarté supplémentaire.

Ambiguïté enfin, dans la façon de concevoir le problème politique de la défense nationale. Car la question n'est pas qu'il y ait ou non des instructeurs socialistes ou que les officiers classent l'armée politiquement à droite, ni même que le chef d'Etat-major général soit plusieurs fois millionnaire. La vérité est sortie de la bouche d'un officier instructeur vaudois : c'est dans l'armée que cet ex-enseignant frustré a trouvé le lieu où il réalise pleinement son travail éducatif. Ce qui signifie, même en laissant de côté le dressage autoritaire de cette pédagogie, la naïve croyance en la nécessité, en la possibilité d'une armée idéologiquement unie. Et au-delà, l'illusion qu'il n'existe que des intérêts communs entre les citoyens, les autres ne pouvant être que trahisons envers la communauté nationale.

Le débat sur la défense nationale est difficile. Chaque citoyen, en qui sommeille un stratège autant qu'un éducateur, s'y sent invité. Il y apporte évidemment et ses points de vue subjectifs et ses ignorances dans lesquels volontairement on l'a élevé. Depuis longtemps, les partis politiques et le parlement, le Conseil fédéral lui-même, sauf en de grandes occasions, évitent de se saisir du sujet. Ce que souhaitent évidemment les cadres militaires et administratifs, même si les plus intelligents d'entre eux savent à quoi s'en tenir sur la conscience idéologique commune de l'armée. Révélatrices ont été à cet égard les déclarations du chef de l'Etat-major général sur l'emploi de la troupe pour le maintien de l'ordre. La volonté des chefs militaires de ne faire intervenir l'armée à l'intérieur qu'en toute dernière extrémité, au seuil de la guerre civile, n'est pas un

mensonge tactique, mais l'expression de leur crainte de voir se briser l'instrument militaire dans un emploi pour lequel il n'est pas fait.

Mais que les militaires le veuillent ou non, le débat sur le rôle politique de l'armée, sur la menace extérieure qui rôde autour de nous, sur la fin et les moyens de la défense nationale est maintenant sérieusement engagé. La détente internationale autant que la contestation culturelle et les tensions sociales remettent en cause un appareil militaire sans imagination ni panache. Les partis politiques, pour l'instant, se taisent ou balbutient. En revanche, la Ligue marxiste révolutionnaire analyse avec soin « l'armée et les tâches révolutionnaires » (« La Brèche », Nos 56 à 62), le groupe Hydra (« Pour une armée du peuple ») lance l'idée de comités de citoyens, qui devraient lutter pour la démocratisation de l'armée, tandis que le « Mouvement pour un service civil à la communauté » s'en prend au rôle politique de l'armée, et que Robert Junod, figure connue du pacifisme romand, s'interroge sur la « Défense totale... une erreur totale ? ».

Nécessité d'un débat politique

Comme le titrait la TV romande, le temps du doute a commencé pour l'armée. Preuve en est la répression, impitoyable autant que maladroite, menée au sein de l'armée contre toute politisation. Qu'il s'agisse d'interdire des pétitions, comme nous l'avons relevé à plusieurs reprises dans DP, ou, comme dans le 1^{er} Corps d'armée de campagne, de placer sous la surveillance du commandant de corps, les déclarations publiques des officiers sur la défense nationale. Ces mesures ne servent qu'à exciter les esprits et brouiller les cartes. Elles ne peuvent empêcher ce qui est juste et nécessaire, que la défense nationale soit l'objet d'un débat politique, au même titre que n'importe quel secteur de la vie publique. Et c'est peut-être un jour de ces prises de position et de ce débat — militaire autant que politique — dont la TV devra rendre compte en parlant de l'armée.

La Bundeswehr à Canossa

Formation politique ou endoctrinement accru ? En tout état de cause l'armée, dans l'Allemagne de Willy Brandt, décide d'ouvrir les yeux sur le monde : le ministre fédéral de la Défense, Georg Leber, vient de décréter un nouveau règlement de service central sous le titre « Formation politique dans la Bundeswehr ». Selon lui, la formation politique est la condition sine qua non de « l'obéissance par conviction » qu'exige la Bundeswehr pendant les quinze mois de service militaire que suivent des jeunes Allemands.

Au long de 60 cours, les recrues seront donc plongées dans un climat critique renouvelé, rendu nécessaire par trois facteurs, selon les initiateurs de la « réforme » de l'armée :

— les jeunes astreints au service militaire s'engagent aujourd'hui davantage dans la politique et adoptent une attitude plus critique à l'égard de l'Etat ;

— l'abandon de la confrontation des blocs militaires et les efforts de détente à l'échelle mondiale exigent davantage de connaissances politiques ;

— les méthodes d'enseignement ont passé de la transmission des connaissances à l'élaboration commune de thèses.

La fin du mutisme

La « Bundeswehr » va-t-elle à Canossa, ou cherche-t-elle un nouveau souffle ? Les commentaires de ce nouveau règlement de service n'éclairent guère l'observateur : selon ceux-ci, le soldat doit être informé sur les questions politiques, doit être en état d'apprécier la nécessité de défendre l'ordre fondamental démocratique, doit comprendre le rôle du soldat dans l'Etat et la société et prendre conscience de ses droits et de ses devoirs en tant que citoyen. Un tel ordre du jour a pourtant au moins l'avantage de trancher sur le mutisme organisé et traditionnel sous l'uniforme. Toute allusion à des casquettes helvétiques ne serait évidemment que pure coïncidence.